



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## élections cantonales

Question au Gouvernement n° 3091

### Texte de la question

#### SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

M. le président. La parole est à M. Philippe Plisson, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Philippe Plisson. Monsieur le Premier ministre, réélu conseiller général dimanche dernier au premier tour dans mon canton rural (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC. - Rires et exclamations sur les bancs du groupe UMP*), j'ai pu y mesurer la percée spectaculaire du Front national : il talonne la candidate masquée de l'UMP, avec 20 % des voix, alors qu'il présentait un candidat inconnu dans un territoire sans immigrés ni problèmes particuliers d'insécurité.

M. Franck Gilard. Et alors ?

M. Philippe Plisson. Si ce parti nauséabond a aujourd'hui de nouveau pignon sur rue, cela relève de la responsabilité du Président de la République. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*) Votre politique a en effet creusé les inégalités et augmenté la précarité qui est son terreau. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Avec le débat sur l'identité nationale, avec le discours de Grenoble et ses remugles xénophobes, l'UMP a donné au Front national l'occasion de légitimer ses thèses racistes. (*Vives protestations sur les bancs du groupe UMP. - Applaudissements sur divers bancs du groupe SRC.*)

En tentant cyniquement de récupérer les électeurs du Front national, le Président de la République lui a offert les siens. Dans toute la France, les candidats frontistes sont à la hauteur de l'UMP et, souvent, en ballottage face aux socialistes.

M. Jean-Claude Lenoir. En 2002, c'était l'inverse !

M. Philippe Plisson. Dans une situation analogue en 2002, au second tour de l'élection présidentielle, le Parti socialiste a appelé sans ambiguïté à voter pour le candidat Chirac. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Aujourd'hui, le secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, et le Président de la République, Nicolas Sarkozy, se refusent à choisir, alors que tous les partis de gauche appellent à faire barrage au Front national. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Vous-même, monsieur le Premier ministre, avez déclaré hier qu'il fallait voter contre le Front national. Dans ce contexte délétère, nous vous appelons à une clarification.

M. Christian Jacob. C'est vous qui êtes délétère !

M. Philippe Plisson. Cautionnez-vous la position du secrétaire général de l'UMP et du président Sarkozy, et leur trouble ambiguïté qui semble préfigurer des perspectives d'alliances honteuses, ou bien faites-vous le choix de la démocratie et de l'honneur, celui de l'union sacrée de tous les démocrates pour faire battre les candidats du FN ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. François Fillon, Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Dans l'histoire de notre pays, les partis extrémistes n'ont jamais été porteurs que de grandes désillusions et de graves souffrances pour les Français. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC, et sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. Jean Glavany. C'est vrai !

M. François Fillon, *Premier ministre*. J'ai toujours combattu le Front national, et ce n'est pas aujourd'hui que je

vais changer d'avis. Néanmoins je tiens à vous dire que s'il y a une formation politique qui n'est pas qualifiée pour nous interroger sur notre attitude à l'égard de l'extrême-droite, c'est vraiment le Parti socialiste. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Vives protestations sur les bancs du groupe SRC.)* Depuis le début des années 80, quand le Front national s'est installé dans le paysage politique de notre pays, alors que vous dirigiez la France, nous n'avons jamais varié. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* Nous, nous ne lui avons jamais fait la courte échelle. *(Approbations sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Jean-Louis Bianco. Monsieur le Premier ministre, il y a eu des alliances !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Nous, nous n'avons jamais fait entrer à l'Assemblée nationale trente-cinq députés du Front national en changeant le mode de scrutin. *(Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Vives protestations sur les bancs du groupe SRC.)*

Nous, nous avons préféré en 1998 perdre des régions plutôt que de devenir les otages du Front national. *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe NC.)*

M. Gaëtan Gorce. C'est lamentable !

M. Christian Eckert. Rappelez-vous Jean-Pierre Soisson ! Rappelez-vous Jacques Blanc !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Cette année-là, deux hommes, à la tête du RPR, ont préféré leurs valeurs à une victoire électorale. Ils s'appelaient Philippe Séguin et Nicolas Sarkozy. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.)*

M. Christian Jacob. N'oublions pas Jacques Chirac !

M. Frédéric Cuvillier. N'oubliez pas ceux qui ont fait d'autres choix !

Un député du groupe SRC. Millon !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Aujourd'hui, vous vous érigez en professeurs de vertu, en oubliant vos propres faiblesses.

Mesdames et messieurs les députés du Parti socialiste, les torrents d'insulte que vous déversez chaque jour sur le Président de la République et sur la majorité contribuent à créer dans notre pays un climat qui laisse croire que tout est possible dans notre République, y compris les votes les plus extrêmes. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Mme Claude Greff. C'est vrai !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Pourquoi n'êtes-vous pas aussi prompts à combattre le programme insensé de l'extrême-gauche qu'à questionner l'UMP et le centre sur nos relations avec l'extrême-droite ? *(Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)*

Mesdames et messieurs les députés, à l'occasion de ces élections cantonales, encore une fois, nous agissons selon notre conscience et conformément à nos valeurs. Toutefois n'oubliez pas, vous aussi, que la République est un bien précieux et qu'il convient de ne pas l'abîmer. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP, dont plusieurs députés se lèvent, et NC. - Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Philippe Plisson](#)

**Circonscription :** Gironde (11<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3091

**Rubrique :** Élections et référendums

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 24 mars 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 24 mars 2011